

bienfait pour les éleveurs parce qu'avec la formule coûts-prix, lorsqu'ils atteignent l'efficacité, ils ne reçoivent pas davantage, ils acceptent moins. Quand le coût unitaire de production est inférieur, ils consentent à faire bénéficier les consommateurs de l'épargne qu'ils réalisent. Les offices canadiens de commercialisation des œufs, des poulets de gril, des dindons et tous les autres organismes ont aujourd'hui dans le monde entier une réputation enviable de productivité et de compétence.

Monsieur le président, j'ignore combien de minutes il reste avant que le temps du député ne soit terminé.

Le vice-président: Il reste encore six minutes pour répondre aux questions ou en poser d'autres.

M. Whelan: Je dois dire que le gouvernement n'a pas encore arrêté sa politique au sujet d'une société canadienne d'exportation des produits agricoles. Elle fait justement l'objet d'études et de discussions très poussées à l'heure actuelle. On a déjà entrepris d'écrire la loi.

Aujourd'hui, le député de Roberval a parlé de la participation des femmes à l'agriculture. Il serait intéressant de mentionner quelques noms de femmes qui s'intéressent à l'agriculture. Pour la première fois, une femme a été nommée directrice de la Société du crédit agricole. Il s'agit de M^{me} Carol Teichrob, de Saskatoon, qui est également directrice de l'Office canadien de commercialisation des dindons. Elle dirige également un petit établissement de transformation de la volaille et elle est préfet d'un gros canton en Saskatchewan. Je pourrais aussi mentionner M^{me} Victoria Billingsley qui est membre du comité consultatif de la Commission canadienne du lait. Cette dernière représente les consommateurs au sein de l'Association des consommateurs canadiens et nous l'avons nommée au comité consultatif de la Commission canadienne du lait. Elle exerce la profession de conseil à Yellowknife dans les Territoires du Nord-Ouest. Denise Van Breda, du sud de l'Ontario, dirige avec succès une exploitation de tabac et elle est membre du comité consultatif de l'Office de stabilisation des prix agricoles. June Menzies est présidente du Conseil national de commercialisation des produits agricoles et Marion Brechin est conseillère. June Friessen est directrice à Winnipeg de l'Office canadien de commercialisation du poulet. Lynn Hoffman est également directrice de cet organisme. Je reviens à Carol Teichrob de Saskatoon qui fait partie de l'Office canadien de commercialisation des dindons. John Wise, l'ancien ministre de l'Agriculture, avait nommé Brenda McIntosh au comité consultatif de la Société du crédit agricole. Dans mon propre bureau, on retrouve Linda Clifford, de Wilkie, en Saskatchewan directrice du bureau régional de Regina et adjointe spéciale. Norma Lamont, du comté de Bruce, est secrétaire particulière dans mon cabinet et Mary Ann Allan, de Saskatoon, est assistante chercheuse. Je pourrais en nommer d'autres qui exercent des activités semblables et si quelqu'un connaît des femmes qui sont prêtes à faire partie de ces organismes, faites-le nous savoir. Nous sommes l'un des meilleurs ministères lorsqu'il s'agit de désigner des femmes compétentes aux diverses commissions à caractère agricole. Je dirai donc que nous sommes tout disposés à les nommer aux commissions quand nous les trouvons.

Le député de Témiscamingue a parlé de recherches sur l'élevage des bovins de boucherie dans sa circonscription. La recherche ne se commande pas au doigt et à la baguette, contrairement à ce que certains pensent. Nous allons examiner

Subsides

la chose de très près, pour voir si nous avons le personnel que nous pouvons envoyer là-bas effectuer une étude pour lui sur le type de programme dont il a parlé.

Nous savons que certaines régions du nord du Québec et du nord de l'Ontario ont un énorme potentiel de production de fourrage selon les nouvelles méthodes modernes, en utilisant de nouvelles espèces de graminées. Les nouveaux maïs pour courte saison sont très prometteurs pour cette région.

Un député m'a interrogé au sujet des contingents de lait, et s'est plaint de leur gestion. Je lui répond, comme je l'ai dit à l'autre député qui a parlé avant lui, que cela relève des provinces. Cela nous préoccupe beaucoup.

Là également il est question du prix du porc. Voilà encore un produit pour lequel il n'y a pas de système de régulation de l'offre. La production du porc est axée sur l'économie de marché. Le producteur écope quand les choses tournent mal. Il y a beaucoup d'autres programmes relevant de la loi fédérale qui régit les offices de commercialisation des produits de ferme que les producteurs eux-mêmes mettent sur pied. Cela leur permet de s'occuper comme il convient de leurs propres affaires. Cela leur assure un rendement sur leurs capitaux, et aussi longtemps qu'ils gèrent bien leurs affaires le rendement est excellent.

[Français]

Mme Côté: Monsieur le président, je remercie l'honorable ministre d'avoir répondu à ma question et d'avoir signalé aussi la participation très intéressante des femmes dans le monde agricole. J'espère que toute l'administration du ministère et des choses agricoles s'en trouvera améliorée et répondra mieux aux besoins des citoyens. Je remercie le ministre d'avoir répondu à certaines questions qui avaient été posées depuis quelque temps et auxquelles nous attendions une réponse. Alors je remercie l'honorable ministre de toutes les informations qu'il nous a données.

● (2040)

[Traduction]

Le vice-président: J'aurais accepté que le ministre de l'Agriculture réponde, mais le temps consacré aux questions et aux réponses est terminé.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur le président, je crois pouvoir aider le ministre en ajoutant certains renseignements à ce qu'a dit le député de Rimouski, car le ministre n'est pas tenu de prendre des notes étant donné qu'il sait ce dont je suis sur le point de parler. Je veux simplement lui rappeler que le ministère de l'Agriculture se heurte encore à certains problèmes.

Nous avons entendu parler durant le débat hier et aujourd'hui de l'énorme augmentation du revenu agricole au Canada depuis deux décennies. Aucun secteur au Canada n'a vu sa productivité procentuelle augmenter de façon aussi spectaculaire que l'agriculture. Il y a à peine quelques années, le taux était de 7 p. 100 l'an par rapport à 2 ou 3 p. 100 pour les autres secteurs de l'économie canadienne. Si le revenu agricole brut en 1980 dépasse 15 milliards de dollars, je prédis que sans cultiver une superficie plus étendue qu'à l'heure actuelle et sans adopter des modifications technologiques trop radicales, la production de cette même superficie doublera d'ici la fin du siècle, grâce à une utilisation plus intensive.